



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des Affaires juridiques - OECF



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# 10 ANS D'ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES SUR LES ACHATS DURABLES



**#BercyVert**



Agir • Mobiliser • Accélérer

# Les achats durables une reconnaissance croissante depuis 2006

#BercyVert

# Principe depuis 2006 : objectifs de développement durable intégrés dans la commande publique

Obligation de prise en compte des **objectifs de développement durable**



Code commande publique

« La nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont déterminées [...] en prenant en compte des objectifs de développement durable, dans leurs **dimensions économique, sociale et environnementale.** »

- Dans la définition des **besoins**
- Pour **tous les contrats** : marchés/concessions
- Indépendamment des seuils
- Avec/ sans mise en concurrence.

→ **Comment** : clause : objet/spécification technique-condition d'exécution/, critères, réservation, allotissement de principe...

→ **En cas d'impossibilité** : justification à apporter (peu suivi en pratique, pas de JP)

→ **Suivi** : obligation depuis 2007 déclarer à l'OECF marchés >90 K€ HT : présence ou non de clauses sociales/environnementales

Voir la fiche technique de la DAJ sur la définition du besoin (<https://www.economie.gouv.fr/daj/definition-besoin-2019>)



# Se saisir de ces obligations : toujours une opportunité pour répondre aux politiques publiques et fédérer les acteurs



favoriser le dialogue au sein de l'entité acheteuse, avec les partenaires et les entreprises

s'interroger sur l'ensemble des étapes du « cycle de vie » du produit ou service, et s'approprier progressivement la notion de « coût global » pour des achats plus performants et mieux pilotés

développer le *sourcing* et ouvrir à l'innovation

répondre aux demandes des citoyens qui attendent des acteurs publics des actions exemplaires et responsables

Intégrer cette obligation dans une stratégie globale

→ Levier pour les réseaux d'achats responsables

→ 100% de contrats intégrant les objectifs de DD: indicateurs de l'ancien Plan national d'achat durables



# 2014-2020 : enrichissement des outils, et nouvelles politiques publiques

#BercyVert

## 2014-2020 : renforcement des outils/politiques publiques intégrant la commande publique

- **Transposition directives 2014** : ordonnance et décrets 2015/2016 **codifiés en 2019**

Sourcing, label, spécifications techniques, innovation, condition d'exécution, coût cycle de vie pour apprécier coût global comme seul critère, accessibilité, simplification candidatures: **guides pratiques**

- **Loi ESS 2014/ transition écologique 2015** : SPASER (démarche globale)
- **Loi 2014 égalité réelle femmes-hommes** : introduction lutte contre discrimination + Interdiction soumissionner si condamnation, oui si non respect obligation de négociation égalité pro
- **Loi 2014 lutte contre concurrence déloyale** (détachement): devoir de **vigilance**, alerte
- **Décret 2018** expérimentation achats **innovants** à présent codifié
- **Loi ASAP 2020 simplification** réglementaire : seuil de mise en concurrence
  - Renforcer l'accès des TPE/PME : avances...
  - Assouplir la réservation des marchés handicap/ insertion

→ Autour de 10% de marchés comportant des clauses sociales/environnementales

→ **Rapport CESE 2018** : Levier des achats responsables insuffisamment exploité :



## 2014-2020 : Emergence d'obligations sectorielles

- **Loi transition énergétique et croissante verte 2015 et autres textes environnementaux**

Economie circulaire, haute performance énergétique...routes, pneus, papier

Véhicules : directive véhicules propres 2019 transposée en 2022

- **Loi Restauration collective dite EGAlim** (agriculture : 19% des émissions GES nationales), modifiée par loi Climat et résilience : échéances 2020-2025

- Interdictions des ustensiles et contenants plastiques en restaurants collectifs
- Qualité des produits servis en restauration collective publique

- **Article 58 de la loi AGECE - décret 9 mars 2021**

-obligation d'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou comportant des matières recyclées, selon des proportions fixées pour (entre 20% et 40%) pour 17 types de produits

textile, papeterie, imprimés, informatique, reprographie, fournitures de bureau, papier, téléphones, transport, jeux jouets, mobilier de bureau, mobilier urbain, bâtiments préfabriqués.

- déclaration à l'OECF chaque année avant fin juin pour les dépenses de l'année n-1

→ **tous seuils**

→ **certaines acheteurs** : voir la REF





Agir • Mobiliser • Accélérer

**2021-2023**

# **L'effet levier des achats pour le développement durable : une priorité pour répondre aux nouveaux enjeux**

**#BercyVert**

## Nouveaux besoins et enjeux dans un contexte contraint

- **Urgence climatique, énergétique**
  - **Effets amplificateur crise sanitaire et guerre en Ukraine**
- Pénuries, inflation, changements organisationnels, précarité, problème réciprocité avec d'autres Etats : **souveraineté**
- Besoins de mettre à disposition des outils pour permettre à tous les acheteurs de mettre en œuvre les obligations : **opérationnalité**
- Besoin d'agir en urgence : identifier les secteur d'achats d'achats et mettre en cohérence (obligations sectorielles, déclaration des données) : **priorisation**

**Une nouvelle opportunité pour fédérer les acteurs**  
**autour de la sobriété et d'innovations conciliant ces enjeux**

## 2021 : Des clauses achats durables plus développées dans les CCAG

**Version 2009** : obligation de respecter les conventions internationales (OIT) et faire évoluer le CCAP si la législation évolue

**Version 2021** : héritage du guide aspects sociaux et introduction de l'économie circulaire



### Clauses d'insertion sociale

#### Reprise et enrichissement du guide aspects sociaux de la commande publique

- Liste des publics éligibles, missions du facilitateur, modalités contractuelles, globalisation des heures, suivi, pénalités
  - prise en compte des difficultés
- À compléter avec un facilitateur pour adapter le nombre d'heures aux spécificités du secteur



### Clauses environnementales :

- **Liste** de considérations environnementales
- Création d'une clause relative aux **déchets** dans les CCAG FCS, PI, TIC, MI
- **Livraison, emballages**: (hors CCAG MOE, travaux): utiliser des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés (sauf impossibilité liées aux règles d'hygiène et sanitaires), limiter impact livraison...



Clauses + favorables pour l'accès des entreprises: avances..

## Loi Climat et Résilience du 22 août 2021/décret du 2 mai 2022



### → Principales dispositions :

Remontée des objectifs de développement durable pour tous les contrats : nouvel art. L. 3-1 du CCP

**Au plus tard le 22 août 2026**, pour les marchés et concessions :

#### 1. Obligation d'intégrer des clauses sous forme de conditions d'exécution/ spécifications techniques :

- ✓ **Environnementales** (modif art. L. 2112-2 du CCP, art. L. 2111-2 du CCP) : tous contrats
- ✓ **Sociales ou sur l'emploi** : marchés et concessions formalisés, avec dérogations (nouvel art. L. 2112-2-1; modif art. L. 2111-2 du CCP)

#### 2. Critère environnemental obligatoire (modif. Art. L. 2152-7 du CCP)

#### 3. Fin du critère unique du prix. Le seul critère unique possible sera le coût global (modif. art. R.2152-7 du CCP)

**Au plus tard le 1er janvier 2025** : mise à disposition des acheteurs d'outils opérationnels de définition et d'analyse du coût de cycle de vie sur les secteurs prioritaires.

### → Secteurs prioritaires : obligations sectorielles renforcées

ex: à partir du 1er janvier 2030 : utilisation obligatoire de **matériaux biosourcés ou bas-carbone** dans 25 % des rénovations lourdes et constructions (article L. 228-4 du code de l'environnement)

## Loi Climat et Résilience du 22 août 2021/décret du 2 mai 2022

- **Depuis mai 2022:** possibilité d'exclure entreprises qui ne remplit pas son obligation de **plan de vigilance**
- **Depuis janvier 2023 :** renforcement des obligation **SPASER** (Stratégie d'achat) :
  - ✓ Seuil passe de 100 millions à **50 millions d'€ d'achats annuels** (dépenses p/ année civile)
  - ✓ Publication précisée : mise en ligne sur le site internet de l'acheteur
  - ✓ Inclusion d'**indicateurs précis** (en nombre de contrats/en valeur) **publiés tous les 2 ans**
  - ✓ **Objectifs** par catégorie d'achats, pour promouvoir l'accès des marchés aux entreprises de **l'ESS**

**Pour les concessions :** au plus tard le 22 août 2026: enrichissement du **contenu du rapport** devant être **remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante** (art. L. 3131-5 du CCP).

Devra intégrer la **description des mesures prises pour garantir :**

- **La protection de l'environnement**
- **L'insertion par l'activité économique**

# Des textes en décembre 2022

## ■ Arrêtés 22 décembre fusion des données du recensement et données essentielles marchés + données essentielles concessions

- Simplification: une seule déclaration **des 40 K€ HT**, visible en open data sur un site national
- Enrichissement des **données achats durables** et innovants : **GT indicateurs et achats innovants** lancés !



## ■ Décret 28 décembre 2022 portant diverses modifications du CCP



### ■ Simplifie les procédures et améliore la trésorerie des entreprises

- proroge jusqu'en 2024 dispense de mise en concurrence marchés de travaux < 100 000 € HT
- relève de 20 à 30 % le taux minimum de l'avance pour les marchés de l'Etat conclus avec des PME

→ modification CCAG + délai de notification des ordres de service

- Créé un nouveau cas de **réservation** des marchés et concessions pour les **entreprises implantées en milieu pénitentiaire** et employant des personnes détenues.

# Qui se poursuivent en 2023

- **Loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables**
  - Encadre, dans le code de l'énergie, les contrats de vente directe entre des producteurs/consommateurs
  - Application anticipée loi climat-résilience : critère vert obligatoire dès juillet 2024 marchés portant sur l'implantation ou sur l'exploitation d'installations de production ou de stockage d'énergies renouvelable.
- **Projet de loi INDUSTRIE DE VERTE : un titre « enjeux environnementaux de la commande publique »**
  - Nouvelles interdictions de soumissionner : pour les entreprises ne respectant pas l'obligation de publication de bilan GES et ne respectant pas obligations durabilité
  - Mettre au même plan l'offre sur le plan économique et écologique
  - SPASER: extension à tous les acheteurs (pas seulement collect. et certains EP: mise en commun possible), maintenir 100 Millions
  - **A venir ?** Renforcement des interdictions de soumissionner égalité femmes-hommes (indice Pénicaud), bilan art. 58 AGE

# Y compris au niveau européen

- Présidence française 2022 : conclusions en faveur d'achats durables : GT
- Proposition de règlement publié par la COMUE: pour une **industrie à zéro émission nette (Net Zero Industry Act** - réindustrialisation verte), afin d'encourager les emplois verts et les technologies propres dans l'UE et d'assurer que l'industrie soit prête pour la transition vers une énergie propre.
- Projet de règlement européen « SMEI » (Single Market Emergency Instrument) facilite les **achats d'urgence** groupés entre les Etats membres de l'UE pour acquérir des biens et des services considérés comme d'importance stratégique ou nécessaires en cas de crise.



# Les réseaux achats durables : contributeurs historiques des travaux de l'OECP



## 1. Rapports, bilans, bonnes pratiques guides...

→ **2022: considérations sociales** : ESS, insertion des publics éloignés de l'emploi, égalité femmes-hommes, commerce équitable

### ■ 2023 : Travaux collaboratifs

- Réactualisation et enrichissement du **guide achats innovants**
- GT indicateurs achats durables
  - DAJ OECP: données essentielles: préparer 2024, piloter et croiser les données DGEFP: données sociales
  - CGDD/MTE: indicateurs SPASER, AGECE
- **Kit achats durables**
  - aide à la priorisation
  - fiche d'aide pour définir son besoin
  - clauses et critères types applicables pour secteurs d'achat prioritaires



Contribuez à nos travaux !

[oeep-concertation.daj@finances.gouv.fr](mailto:oeep-concertation.daj@finances.gouv.fr)

- **Jeanne GLACHANT**, Chargée de mission Achats publics durables / Achats publics innovants
- **Morgane NKOUENJIN**, Consultante juridique référente PNAD





**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**UN CADRE REGLEMENTAIRE ENRICHİ  
+ D'ACHETEURS A ACCOMPAGNER  
+ DE BONNES PRATIQUES A PARTAGER**

**BON ANNIVERSAIRE !**



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des Affaires juridiques - OECF